



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Place Bonaventure, portail Sud-Oue

800, rue de La Gauchetière Ouest

7^e étage, suite 7300

Montréal

Québec

H5A 1L6

FAX pour soumissions: (514) 496-3822

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Place Bonaventure, portail Sud-Oue

800, rue de La Gauchetière Ouest

7^e étage, suite 7300

Montréal

Québec

H5A 1L6

Title - Sujet Location de chargeuse Frontale	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0130-18B008/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client W0130-18B008	Date 2019-03-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MTA-309-15175	
File No. - N° de dossier MTA-8-41093 (309)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-03-20	Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Paradis, Mary	Buyer Id - Id de l'acheteur mta309
Telephone No. - N° de téléphone (514) 702-8173 ()	FAX No. - N° de FAX (514) 496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE 202 DEPOT D'ATELIER BATISSE 10 SUD -FET MONTREAL, PQ H1N 2E9	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA DEMANDE DE PROPOSITION CI-DESSUS MENTIONNÉE A ÉTÉ MODIFIÉE AUX ANNEXE A – ÉNONCÉ DES BESOINS ET ANNEXE C – CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE ET OBLIGATOIRES POUR REFLÈTER LES CHANGEMENTS DISCUTÉS LORS DE LA VISITE DES LIEUX DU 20 FÉVRIER 2019.

SUPPRIMER :

ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES BESOIN

La location d'une chargeuse frontale à 4 roues motrices et l'acquisition d'un système d'attache avant sur mesure

Location d'une chargeuse frontale à 4 roues motrices – puissance minimale de 40 hp et maximale de 80 hp, sans godet. Le véhicule doit être équipé comme suit :

- i. Chargeuse articulée entre les roues avant et la cabine du conducteur
- ii. Longueur maximale de 145 po (tracteur sans attache)
- iii. Largeur maximale de 55 po
- iv. Hauteur maximale de 90 po
- v. Capacité de tire d'au minimum de 8000 kg
- vi. Force de levage d'au moins 1500 kg
- vii. Dispositifs d'éclairage avant et arrière suffisants pour les travaux de nuit;
- viii. Gyrophares rotatifs jaunes
- ix. Clignotants;
- x. Cabine fermée;
- xi. Chauffage et climatisation de la cabine :
- xii. Essuie-glace;
- xiii. Alarme de recul;
- xiv. Transmission hydrostatique;

Achat d'un système d'attache avant sur mesure :

- i. Faire la conception complète de l'assemblage de l'attache en fonction de l'usage des utilisateurs;
- ii. Faire les plans de fabrication et d'assemblage de l'attache, sellés par un ingénieur;
- iii. Faire la fabrication et l'assemblage de l'attache en fonction des *** plans**; et
- iv. Livrer l'attache sur place à la garnison Longue-pointe et faire l'installation de l'attache sur le chargeur fournie en location.

Une visite des lieux de travail sera accordée aux fournisseurs potentiels afin de visualiser le système d'attache que nous possédons présentement. Un nouveau système d'attache devra être produit selon les mêmes spécifications et selon les mesures du véhicule fourni.

*** Plans – voir détails sur les plans à la fin de ce document d'appel d'offres. Fournis en format .pdf.**

RESPONSABILITÉS PRÉCÉDANT L'ACCEPTATION DE CONTRAT DE SERVICE:

- (i) Effectuer une inspection visuelle de l'équipement (tout l'équipement doit être accessible), conformément au contrat de service, avec un représentant autorisé de l'entrepreneur et un membre du ministère de la Défense nationale (MDN);

(ii) Consigner l'état de l'équipement à inspecter (condition de l'équipement, intérieur, inspection visuelle complète de l'extérieur et vérification de la conformité à toutes les exigences en matière de sécurité conformément aux normes de sécurité provinciales qui doivent satisfaire à nos exigences); et

(iii) Présenter un rapport écrit à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) sur l'état de l'équipement en précisant si l'équipement satisfait aux besoins de la Couronne.

DEMANDE EN VERTU D'UN CONTRAT DE SERVICE :

1. Demande du responsable des services sur place, décrite dans le présent document, en vue de la location d'une chargeuse frontale. Le véhicule fourni sera utilisé sur la garnison Montréal, à l'intérieur des bâtiments ainsi qu'à l'extérieur de ceux-ci.

2. Le MDN fournira les conducteurs, le carburant et effectuera une inspection quotidienne de l'équipement. L'entrepreneur sera responsable des services d'entretiens périodiques, ce qui comprend l'ajout d'huile et de lubrifiants et du niveau du liquide de refroidissement. Toutes les pièces remplacées doivent être retournées à l'entrepreneur, y compris les pneus endommagés ou usés, si l'entrepreneur le demande.

3. À la fin de la période visée par le contrat, le MDN s'assurera que tout l'équipement est avitaillé en carburant et nettoyé avant son acceptation. L'entrepreneur doit s'assurer qu'il effectue, avec un représentant autorisé de la Couronne, l'inspection visuelle du véhicule et que les deux parties signent le rapport d'inspection.

4. Une personne-ressource et un numéro de service téléphonique doivent être accessibles 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, en cas de défaillance de l'équipement, pour autorisation immédiate de réparation ou de remplacement de l'équipement inutilisable.

5. Le véhicule est fourni sans opérateur.

6. Le millage/kilométrage et/ou les heures d'utilisation doivent être illimités;

7. FRAIS D'ANNULATION : Nonobstant toute disposition du contrat le Ministre se réserve le droit de mettre fin au contrat ou de modifier les exigences concernant le ou les véhicules, en tout temps et sans pénalité, dans les 12 heures précédant la période visée par le contrat.

8. Les factures doivent être reçues dans les 15 jours suivant la fin de la période visée par la commande. Les factures doivent être envoyées à la fin de chaque mois de location pour paiement mensuel.

9. ASSURANCE : La gestion du risque concernant le matériel mobile de soutien (MMS) loué par le MDN et utilisé par le personnel du Ministère est régi par le principe général suivant : le gouvernement du Canada assume les risques auxquels il s'expose et sur lesquels il exerce généralement un contrôle. Par conséquent, l'approche privilégiée pour la location de MMS consiste pour le MDN à assumer l'entière responsabilité en cas de perte ou d'endommagement du matériel loué, si le Ministère ou son personnel est fautif ou négligent. Il assumera l'entière responsabilité à l'égard des tiers (c.-à-d. des blessures corporelles ou des dommages matériels) et s'acquittera de toutes les sommes que le MDN ou son personnel pourraient être obligés de verser à titre de dédommagement.

10. Les véhicules ne doivent pas avoir plus de quatre (4) ans.

RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR :

11. Il incombe à l'entrepreneur de livrer les véhicules au début de la période visée par le contrat et d'aller les chercher à la fin de la période visée par de cette période.

12. ACCEPTATION DU CONTRAT PAR LE MDN :

a. Le véhicule visé par le contrat doit être avitaillé en carburant, l'intérieur et l'extérieur du véhicule doit être bien nettoyé pour permettre une inspection adéquate.

b. L'immatriculation du véhicule et l'assurance du parc de véhicule doivent être à jour et les documents connexes doivent être à bord du véhicule.

c. Le représentant de l'entrepreneur et celui de la Couronne doivent effectuer une inspection visuelle du véhicule et signer les documents d'inspection.

d. Le véhicule fourni doit satisfaire aux dispositions de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles et aux spécifications des véhicules automobiles du gouvernement. Toutes les pièces d'origine du fabricant et les dispositifs de fixation doivent être fonctionnels.

e. L'entrepreneur doit se rendre disponible pour changer les pneus endommagés sur les lieux des travaux au besoin.

13. L'entrepreneur doit effectuer les vidanges d'huile, fournir les lubrifiants et les filtres pour le véhicule et assurer tout entretien prévu dans la garantie. L'entretien prévu dans la garantie comprend la fourniture des pièces habituellement fournies aux termes de la garantie du fabricant ainsi que la main-d'œuvre nécessaire à l'installation de ces pièces. La période de garantie ne doit en aucun cas être inférieure à 12 mois. L'entretien prévu dans la garantie, comme il est mentionné dans le présent document, devra être offert chez un concessionnaire de la marque du véhicule loué au Canada. L'entrepreneur est responsable de tout entretien prévu dans la garantie ou autrement à 12 heures d'avis.

14. Si l'équipement visé par le contrat ne satisfait pas aux normes énoncées dans le présent document, la commande sera annulée sans frais d'administration, de location ou de livraison.

15. L'entrepreneur doit s'assurer que l'équipement fourni satisfait à nos besoins jusqu'à la fin de la période visée par la commande.

16. L'entrepreneur doit comprendre que les conducteurs peuvent avoir moins de 25 ans. Toutefois, il s'agit de membres des forces régulières ou de la réserve des Forces canadiennes ou d'employés civils du ministère de la Défense nationale qui sont qualifiés pour utiliser cet équipement conformément aux politiques et aux règlements du MDN. Le contrat de location inclura des dispositions à cet effet.

17. Il est entendu et convenu que la Couronne est responsable, pendant la période de location, de la perte et de l'endommagement des véhicules fournis en vertu du contrat de service, si la perte ou les dommages à de la négligence des employés, des officiers ou des représentants de la Couronne et sont notés dans la pourvu qu'ils ne soient pas causés par l'usure normale ou une catastrophe naturelle. Les dommages survenus entre la livraison par l'entrepreneur et le retour du véhicule (fin de la location) sont la responsabilité de l'entrepreneur. La Couronne assumera les coûts des pertes ou des dommages en cas de vol, pourvu qu'ils ne soient pas attribuables à la négligence de l'entrepreneur.

18. Les réclamations contre la Couronne seront étudiées si les dommages aux véhicules sont causés par la négligence (manque de précautions et d'attention convenables lors de l'utilisation normale des véhicules) des employés du MDN dans l'exercice de leurs fonctions.

19. L'entrepreneur doit répondre à une demande d'entretien ou de réparation dans un délai de 4 heures. Si on s'attend à ce que le véhicule soit immobilisé pour plus de 4 heures en raison d'une panne, d'une défaillance du véhicule ou d'un accident, l'entrepreneur doit fournir, sans frais pour la Couronne, un véhicule de remplacement de valeur égale ou supérieure. Le MDN assumera la responsabilité des dommages. Les réparations doivent être effectuées conformément aux normes établies par le MDN. La Couronne, le MDN, le Cmdt cie Svc Tech ou son représentant autorisé ne paieront pas pour le temps perdu en raison des réparations, du traitement de la correspondance ou d'autres conséquences directes ou indirectes des dommages aux véhicules loués. Par conséquent, il incombe à tous, y compris l'entrepreneur, de faire tous les efforts nécessaires pour accélérer toutes les mesures visant à ramener les véhicules à un état fonctionnel. L'entrepreneur ne facturera que les réparations réelles, lesquelles doivent être décrites dans la demande de paiement. Les travaux de réparation doivent être conformes à la norme de l'industrie et de qualité comparable. La Couronne doit pouvoir, à son gré, obtenir d'un tiers une estimation des réparations indiquées afin de valider l'estimation de l'entrepreneur. La Couronne n'acceptera pas de frais d'administration en sus des coûts des réparations ou de main-d'œuvre. Tout différend sera résolu par l'autorité contractante de TPSGC et l'analyste principal des demandes.

20. La période de facturation associée aux véhicules visés par la commande prend fin lorsque le Cmdt cie Svc tech ou son représentant autorisé avise l'entrepreneur que la période visée par la commande est terminée.

21. Les taux indiqués dans le contrat de service sont établis en fonction du fait que les véhicules loués qui seront retournés auront subi une usure normale. Toute demande doit être accompagnée d'une copie signée de la feuille de travail remplie. La Couronne sera responsable de tout dommage jugé excessif par rapport à l'usure normale. Aux fins du présent contrat de service, l'usure normale se définit comme suit: La détérioration à laquelle on peut s'attendre durant la période couverte par le contrat de service, notamment:

- (i) Rayures attribuables à l'utilisation normale de la chargeuse frontale et acceptées par l'entrepreneur en construction;
- (ii) Éclats de peinture et petites rayures qui n'atteignent pas le métal de base et petites égratignures.
- (iii) Câbles de frein de secours effilochés ou étirés;
- (iv) Usure à l'intérieur des véhicules; ne comprend pas les trous, les brûlures ni les déchirures dans la surface intérieure;
- (v) Usure des pneus et dommages aux pneus dans les limites des normes de sécurité provinciales mais pas inférieure à ces normes;
- (vi) Le retrait de vignettes ou d'insignes et toute réparation cosmétique qui en découle ne sont pas considérés comme de l'usure normale et constituent donc des réparations facturables.
- (vii) Toutes les pièces du fabricant d'origine doivent être fonctionnelles.
- (viii) Fatigue du métal, soit les ruptures dans les soudures, les charnières à ressort endommagées, etc.

22. Toutes les demandes de renseignements sur les véhicules loués doivent être envoyées au Cmdt cie Svc tech ou au représentant autorisé.

23. Une période de facturation d'un mois correspond à un cycle de 28 jours à compter de la date de début de la commande.

24. L'entrepreneur doit pouvoir répondre aux demandes urgentes en une heure.

ACCEPTATION DES DOMMAGES :

25. Lorsque l'entrepreneur est avisé du retour d'un véhicule loué, il lui incombe d'aller chercher le véhicule à l'endroit de livraison initial. L'entrepreneur doit comprendre que le MDN, la Couronne et la Cie Svc tech ne sont pas responsables du véhicule une fois que l'entrepreneur a été avisé que la location est terminée. Par conséquent, l'entrepreneur devrait s'efforcer de retirer le véhicule dès que possible. Il incombera à l'entrepreneur de s'assurer qu'une inspection adéquate du véhicule soit effectuée avant qu'il ne soit retiré des lieux de la garnison Montréal. Voici la marche à suivre pour livrer ou retourner un véhicule :

a. L'entrepreneur et le rep Tpt doivent inspecter visuellement l'extérieur et l'intérieur du véhicule. En cas de dommages, le représentant de la Couronne et le représentant autorisé de l'entrepreneur doivent s'entendre sur l'étendue des dommages et leur nature. Le représentant de la Couronne et celui de l'entrepreneur doivent noter ces constatations sur la feuille d'inspection.

b. En cas de dommages substantiels (bosselures, pièces manquantes, rayures qui atteignent le métal de base) ou de dommages suspects relevés lors du retour du véhicule, un représentant de la section de la Sécurité Routière doit être avisé. Un rapport de collision sera effectué; il sera déposé au dossier, ainsi que les résultats de l'enquête menée par le représentant de la sécurité.

c. L'entrepreneur doit comprendre qu'une fois que l'équipement est retiré des lieux et que le représentant de l'entrepreneur accepte le véhicule sans annotation des dommages à l'équipement, il n'y aura pas de réclamation possible contre la Cie Svc tech, la Couronne ou le MDN.

d. La Couronne et le représentant de l'entrepreneur doivent signer la feuille d'inspection pour confirmer l'acceptation de l'état de l'équipement.

ADRESSE DE LIVRAISON

Ministère de la défense nationale
Bâtisse 10 Sud
202^e Dépôt d'ateliers
6769 Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H1N 3R9

INSÉRER :

ANNEXE «A» ÉNONCÉ DES BESOIN

La location d'une chargeuse frontale à 4 roues motrices et l'acquisition
d'un système d'attache avant sur mesure

Location d'une chargeuse frontale à 4 roues motrices – puissance minimale de 40 hp et maximale de 80 hp, sans godet. Le véhicule doit être équipé comme suit :

- i. Chargeuse articulée entre les roues avant et la cabine du conducteur
- ii. Longueur maximale de 145 po (tracteur sans attache)
- iii. Largeur maximale de 55 po
- iv. Hauteur maximale de 90 po
- v. Capacité de tire d'au minimum de 8000 kg
- vi. Force de levage d'au moins 1500 kg

- vii. Dispositifs d'éclairage avant et arrière suffisants pour les travaux de nuit;
- viii. Gyrophares rotatifs jaunes
- ix. Clignotants;
- x. Cabine fermée;
- xi. Chauffage et climatisation de la cabine :
- xii. Essuie-glace;
- xiii. Alarme de recul;
- xiv. Transmission hydrostatique;
- xv. Un caméra de recul sans fil avec écran dans la cabine du conducteur doit être installée au véhicule. La caméra doit viser l'attache et être installée au-dessus de la pièce no. 1 du dessin 'ASSEM Attache' joint au devis.
- xvi. Les pneus doivent être remplis avec du calcium.
- xvii. Le véhicule doit fonctionner au diesel.

Achat d'un système d'attache avant sur mesure :

- i. Faire la conception complète de l'assemblage de l'attache en fonction de l'usage des utilisateurs;
- ii. Faire les plans de fabrication et d'assemblage de l'attache, sellés par un ingénieur;
- iii. Faire la fabrication et l'assemblage de l'attache en fonction des * **plans**; et
- iv. Livrer l'attache sur place à la garnison Longue-pointe et faire l'installation de l'attache sur le chargeur fournie en location.

Une visite des lieux de travail sera accordée aux fournisseurs potentiels afin de visualiser le système d'attache que nous possédons présentement. Un nouveau système d'attache devra être produit selon les mêmes spécifications et selon les mesures du véhicule fourni.

*** Plans – voir détails sur les plans à la fin de ce document d'appel d'offres. Fournis en format .pdf.**

RESPONSABILITÉS PRÉCÉDANT L'ACCEPTATION DE CONTRAT DE SERVICE:

- (i) Effectuer une inspection visuelle de l'équipement (tout l'équipement doit être accessible), conformément au contrat de service, avec un représentant autorisé de l'entrepreneur et un membre du ministère de la Défense nationale (MDN);
- (ii) Consigner l'état de l'équipement à inspecter (condition de l'équipement, intérieur, inspection visuelle complète de l'extérieur et vérification de la conformité à toutes les exigences en matière de sécurité conformément aux normes de sécurité provinciales qui doivent satisfaire à nos exigences); et
- (iii) Présenter un rapport écrit à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) sur l'état de l'équipement en précisant si l'équipement satisfait aux besoins de la Couronne.

DEMANDE EN VERTU D'UN CONTRAT DE SERVICE :

1. Demande du responsable des services sur place, décrite dans le présent document, en vue de la location d'une chargeuse frontale. Le véhicule fourni sera utilisé sur la garnison Montréal, à l'intérieur des bâtiments ainsi qu'à l'extérieur de ceux-ci.
2. Le MDN fournira les conducteurs, le carburant et effectuera une inspection quotidienne de l'équipement. L'entrepreneur sera responsable des services d'entretiens périodiques, ce qui comprend l'ajout d'huile et de lubrifiants et du niveau du liquide de refroidissement. Toutes les pièces remplacées doivent être retournées à l'entrepreneur, y compris les pneus endommagés ou usés, si l'entrepreneur le demande.

-
3. À la fin de la période visée par le contrat, le MDN s'assurera que tout l'équipement est avitaillé en carburant et nettoyé avant son acceptation. L'entrepreneur doit s'assurer qu'il effectue, avec un représentant autorisé de la Couronne, l'inspection visuelle du véhicule et que les deux parties signent le rapport d'inspection.
4. Une personne-ressource et un numéro de service téléphonique doivent être accessibles 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, en cas de défaillance de l'équipement, pour autorisation immédiate de réparation ou de remplacement de l'équipement inutilisable.
5. Le véhicule est fourni sans opérateur.
6. Le millage/kilométrage et/ou les heures d'utilisation doivent être illimités;
7. FRAIS D'ANNULATION : Nonobstant toute disposition du contrat le Ministre se réserve le droit de mettre fin au contrat ou de modifier les exigences concernant le ou les véhicules, en tout temps et sans pénalité, dans les 12 heures précédant la période visée par le contrat.
8. Les factures doivent être reçues dans les 15 jours suivant la fin de la période visée par la commande. Les factures doivent être envoyées à la fin de chaque mois de location pour paiement mensuel.
9. ASSURANCE : La gestion du risque concernant le matériel mobile de soutien (MMS) loué par le MDN et utilisé par le personnel du Ministère est régi par le principe général suivant : le gouvernement du Canada assume les risques auxquels il s'expose et sur lesquels il exerce généralement un contrôle. Par conséquent, l'approche privilégiée pour la location de MMS consiste pour le MDN à assumer l'entière responsabilité en cas de perte ou d'endommagement du matériel loué, si le Ministère ou son personnel est fautif ou négligent. Il assumera l'entière responsabilité à l'égard des tiers (c.-à-d. des blessures corporelles ou des dommages matériels) et s'acquittera de toutes les sommes que le MDN ou son personnel pourraient être obligés de verser à titre de dédommagement.
10. Les véhicules ne doivent pas avoir plus de quatre (4) ans.

RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR :

11. Il incombe à l'entrepreneur de livrer les véhicules au début de la période visée par le contrat et d'aller les chercher à la fin de la période visée par de cette période.
12. ACCEPTATION DU CONTRAT PAR LE MDN :
- a. Le véhicule visé par le contrat doit être avitaillé en carburant, l'intérieur et l'extérieur du véhicule doit être bien nettoyé pour permettre une inspection adéquate.
- b. L'immatriculation du véhicule et l'assurance du parc de véhicule doivent être à jour et les documents connexes doivent être à bord du véhicule.
- c. Le représentant de l'entrepreneur et celui de la Couronne doivent effectuer une inspection visuelle du véhicule et signer les documents d'inspection.
- d. Le véhicule fourni doit satisfaire aux dispositions de la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles et aux spécifications des véhicules automobiles du gouvernement. Toutes les pièces d'origine du fabricant et les dispositifs de fixation doivent être fonctionnels.

e. L'entrepreneur doit se rendre disponible pour changer les pneus endommagés sur les lieux des travaux au besoin.

13. L'entrepreneur doit effectuer les vidanges d'huile, fournir les lubrifiants et les filtres pour le véhicule et assurer tout entretien prévu dans la garantie. L'entretien prévu dans la garantie comprend la fourniture des pièces habituellement fournies aux termes de la garantie du fabricant ainsi que la main-d'œuvre nécessaire à l'installation de ces pièces. La période de garantie ne doit en aucun cas être inférieure à 12 mois. L'entretien prévu dans la garantie, comme il est mentionné dans le présent document, devra être offert chez un concessionnaire de la marque du véhicule loué au Canada. L'entrepreneur est responsable de tout entretien prévu dans la garantie ou autrement à 12 heures d'avis.

14. Si l'équipement visé par le contrat ne satisfait pas aux normes énoncées dans le présent document, la commande sera annulée sans frais d'administration, de location ou de livraison.

15. L'entrepreneur doit s'assurer que l'équipement fourni satisfait à nos besoins jusqu'à la fin de la période visée par la commande.

16. L'entrepreneur doit comprendre que les conducteurs peuvent avoir moins de 25 ans. Toutefois, il s'agit de membres des forces régulières ou de la réserve des Forces canadiennes ou d'employés civils du ministère de la Défense nationale qui sont qualifiés pour utiliser cet équipement conformément aux politiques et aux règlements du MDN. Le contrat de location inclura des dispositions à cet effet.

17. Il est entendu et convenu que la Couronne est responsable, pendant la période de location, de la perte et de l'endommagement des véhicules fournis en vertu du contrat de service, si la perte ou les dommages à de la négligence des employés, des officiers ou des représentants de la Couronne et sont notés dans la pourvu qu'ils ne soient pas causés par l'usure normale ou une catastrophe naturelle. Les dommages survenus entre la livraison par l'entrepreneur et le retour du véhicule (fin de la location) sont la responsabilité de l'entrepreneur. La Couronne assumera les coûts des pertes ou des dommages en cas de vol, pourvu qu'ils ne soient pas attribuables à la négligence de l'entrepreneur.

18. Les réclamations contre la Couronne seront étudiées si les dommages aux véhicules sont causés par la négligence (manque de précautions et d'attention convenables lors de l'utilisation normale des véhicules) des employés du MDN dans l'exercice de leurs fonctions.

19. L'entrepreneur doit répondre à une demande d'entretien ou de réparation dans un délai de 4 heures. Si on s'attend à ce que le véhicule soit immobilisé pour plus de 4 heures en raison d'une panne, d'une défaillance du véhicule ou d'un accident, l'entrepreneur doit fournir, sans frais pour la Couronne, un véhicule de remplacement de valeur égale ou supérieure. Le MDN assumera la responsabilité des dommages. Les réparations doivent être effectuées conformément aux normes établies par le MDN. La Couronne, le MDN, le Cmdt cie Svc Tech ou son représentant autorisé ne paieront pas pour le temps perdu en raison des réparations, du traitement de la correspondance ou d'autres conséquences directes ou indirectes des dommages aux véhicules loués. Par conséquent, il incombe à tous, y compris l'entrepreneur, de faire tous les efforts nécessaires pour accélérer toutes les mesures visant à ramener les véhicules à un état fonctionnel. L'entrepreneur ne facturera que les réparations réelles, lesquelles doivent être décrites dans la demande de paiement. Les travaux de réparation doivent être conformes à la norme de l'industrie et de qualité comparable. La Couronne doit pouvoir, à son gré, obtenir d'un tiers une estimation des réparations indiquées afin de valider l'estimation de l'entrepreneur. La Couronne n'acceptera pas de frais d'administration en sus des coûts des réparations ou de main-d'œuvre. Tout différend sera résolu par l'autorité contractante de TPSGC et l'analyste principal des demandes.

20. La période de facturation associée aux véhicules visés par la commande prend fin lorsque le Cmdt cie Svc tech ou son représentant autorisé avise l'entrepreneur que la période visée par la commande est terminée.

21. Les taux indiqués dans le contrat de service sont établis en fonction du fait que les véhicules loués qui seront retournés auront subi une usure normale. Toute demande doit être accompagnée d'une copie signée de la feuille de travail remplie. La Couronne sera responsable de tout dommage jugé excessif par rapport à l'usure normale. Aux fins du présent contrat de service, l'usure normale se définit comme suit: La détérioration à laquelle on peut s'attendre durant la période couverte par le contrat de service, notamment:

- (i) Rayures attribuables à l'utilisation normale de la chargeuse frontale et acceptées par l'entrepreneur en construction;
- (ii) Éclats de peinture et petites rayures qui n'atteignent pas le métal de base et petites égratignures.
- (iii) Câbles de frein de secours effilochés ou étirés;
- (iv) Usure à l'intérieur des véhicules; ne comprend pas les trous, les brûlures ni les déchirures dans la surface intérieure;
- (v) Usure des pneus et dommages aux pneus dans les limites des normes de sécurité provinciales mais pas inférieure à ces normes;
- (vi) Le retrait de vignettes ou d'insignes et toute réparation cosmétique qui en découle ne sont pas considérés comme de l'usure normale et constituent donc des réparations facturables.
- (vii) Toutes les pièces du fabricant d'origine doivent être fonctionnelles.
- (viii) Fatigue du métal, soit les ruptures dans les soudures, les charnières à ressort endommagées, etc.

22. Toutes les demandes de renseignements sur les véhicules loués doivent être envoyées au Cmdt cie Svc tech ou au représentant autorisé.

23. Une période de facturation d'un mois correspond à un cycle de 28 jours à compter de la date de début de la commande.

24. L'entrepreneur doit pouvoir répondre aux demandes urgentes en une heure.

ACCEPTATION DES DOMMAGES :

25. Lorsque l'entrepreneur est avisé du retour d'un véhicule loué, il lui incombe d'aller chercher le véhicule à l'endroit de livraison initial. L'entrepreneur doit comprendre que le MDN, la Couronne et la Cie Svc tech ne sont pas responsables du véhicule une fois que l'entrepreneur a été avisé que la location est terminée. Par conséquent, l'entrepreneur devrait s'efforcer de retirer le véhicule dès que possible. Il incombera à l'entrepreneur de s'assurer qu'une inspection adéquate du véhicule soit effectuée avant qu'il ne soit retiré des lieux de la garnison Montréal. Voici la marche à suivre pour livrer ou retourner un véhicule :

a. L'entrepreneur et le rep Tpt doivent inspecter visuellement l'extérieur et l'intérieur du véhicule. En cas de dommages, le représentant de la Couronne et le représentant autorisé de l'entrepreneur doivent s'entendre sur l'étendue des dommages et leur nature. Le représentant de la Couronne et celui de l'entrepreneur doivent noter ces constatations sur la feuille d'inspection.

b. En cas de dommages substantiels (bosselures, pièces manquantes, rayures qui atteignent le métal de base) ou de dommages suspects relevés lors du retour du véhicule, un représentant de la section de la Sécurité Routière doit être avisé. Un rapport de collision sera effectué; il sera déposé au dossier, ainsi que les résultats de l'enquête menée par le représentant de la sécurité.

c. L'entrepreneur doit comprendre qu'une fois que l'équipement est retiré des lieux et que le représentant de l'entrepreneur accepte le véhicule sans annotation des dommages à l'équipement, il n'y aura pas de réclamation possible contre la Cie Svc tech, la Couronne ou le MDN.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0130-18B008/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0130-18B008

N° de la modif - Amd. No.
04
File No. - N° du dossier
MTA 8-41093

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTA309
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

d. La Couronne et le représentant de l'entrepreneur doivent signer la feuille d'inspection pour confirmer l'acceptation de l'état de l'équipement.

ADRESSE DE LIVRAISON
Ministère de la défense nationale
Bâtisse 10 Sud
202^e Dépôt d'ateliers
6769 Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H1N 3R9

SUPPRIMER :

ANNEXE «C» -CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES ET OBLIGATOIRES

Les informations qui figurent dans le tableau ici-bas doivent être dûment complétées et **soumises à la date et l'heure de la fermeture de cette invitation.**

Les propositions doivent couvrir tous les sujets indiqués dans les sections ici-bas mentionnés pour être considérées.

Pour expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences de cette demande, les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission les informations requises des produits offerts.

Le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la soumission du soumissionnaire.

Le Canada n'évaluera pas l'information telle les renvois des adresses de sites Webb pour chercher des informations supplémentaires.

Seules les propositions qui rencontrent les critères obligatoires techniques énumérés au tableau ici-bas seront soumises à l'évaluation financière.

Les soumissions qui ne respectent pas toutes ces conditions seront rejetées.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES SUIVANTES DOIVENT ÊTRE RENCONTRÉES AU MINIMUM.

Article no.	Description	Le soumissionnaire doit fournir de la documentation démontrant le matériel proposé (<i>photos, croquis, illustrations, etc.</i>).

Les spécifications techniques obligatoires		
1.	<p>Une chargeuse frontale à 4 roues motrices (Tel que décrite à l'Annexe A –Énoncé de besoins)</p> <ul style="list-style-type: none">i. Chargeuse articulée entre les roues avant et la cabine du conducteurii. Longueur maximale de 145 po (tracteur sans attache)iii. Largeur maximale de 55 poiv. Hauteur maximale de 90 pov. Capacité de tire d'au minimum de 8000 kgvi. Force de levage d'au moins 1500 kgvii. Dispositifs d'éclairage avant et arrière suffisants pour les travaux de nuit;viii. Gyrophares rotatifs jaunesix. Clignotants;x. Cabine fermée;xi. Chauffage et climatisation de la cabine :xii. Essuie-glace;xiii. Alarme de recul;xiv. Transmission hydrostatique;	

INSÉRER :

ANNEXE «C» -CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES ET OBLIGATOIRES

Les informations qui figurent dans le tableau ici-bas doivent être dûment complétées et **soumises à la date et l'heure de la fermeture de cette invitation.**

Les propositions doivent couvrir tous les sujets indiqués dans les sections ici-bas mentionnés pour être considérées.

Pour expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences de cette demande, les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission les informations requises des produits offerts.

Le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la soumission du soumissionnaire.

Le Canada n'évaluera pas l'information telle les renvois des adresses de sites Webb pour chercher des informations supplémentaires.

Seules les propositions qui rencontrent les critères obligatoires techniques énumérés au tableau ici-bas seront soumises à l'évaluation financière.

Les soumissions qui ne respectent pas toutes ces conditions seront rejetées.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES SUIVANTES DOIVENT ÊTRE RENCONTRÉES AU MINIMUM.

Article no.	Description	Le soumissionnaire doit fournir de la documentation démontrant le matériel proposé (photos, croquis, illustrations, etc.).
Les specifications techniques obligatoires		
2.	<p>Une chargeuse frontale à 4 roues motrices (Tel que décrite à l'Annexe A –Énoncé de besoins)</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Chargeuse articulée entre les roues avant et la cabine du conducteur ii. Longueur maximale de 145 po (tracteur sans attache) iii. Largeur maximale de 55 po iv. Hauteur maximale de 90 po v. Capacité de tire d'au minimum de 8000 kg vi. Force de levage d'au moins 1500 kg vii. Dispositifs d'éclairage avant et arrière suffisants pour les travaux de nuit; viii. Gyrophares rotatifs jaunes ix. Clignotants; x. Cabine fermée; xi. Chauffage et climatisation de la cabine : xii. Essuie-glace; xiii. Alarme de recul; xiv. Transmission hydrostatique; xv. Un caméra de recul sans fil avec écran dans la cabine du conducteur doit être installée au véhicule. La caméra doit viser l'attache et être installée au-dessus de la pièce no. 1 du dessin 'ASSEM Attache' joint au devis. xvi. Les pneus doivent être remplis avec du calcium. xvii. Le véhicule doit fonctionner au diesel. 	

- Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.